

*Impôt sur les revenus pétroliers—Loi*

**M. Waddell:** Il la détournerait vers les terres domaniales où elle coûterait horriblement cher. Nous avons reconnu qu'il fallait des incitations pour explorer les terres domaniales et que le programme devait être national. Nous avons dit que les subventions accordées dans le cadre du Programme d'encouragement du secteur pétrolier seraient incroyablement coûteuses et elles ont coûté 7,3 milliards de dollars.

**M. Siddon:** Maintenant, il dit la vérité.

**M. Waddell:** Cette dépense n'a pourtant fait progresser la canadienisation que d'une façon limitée. Nous nous sommes opposés à la taxe sur les revenus pétroliers et gaziers parce que nous la considérons plutôt comme une redevance provinciale. Les habitants de l'Ouest comprennent que ce n'est pas vraiment une taxe fédérale mais plutôt une redevance provinciale.

**M. Siddon:** Il est ambigu maintenant.

**M. Waddell:** Je voudrais que le député vérifie le compte rendu. Nous avons aussi déclaré que le Programme énergétique national nuirait au fédéralisme coopératif. Je suggère au député de lire le compte rendu des débats de la Chambre des communes du 28 mai 1981. C'est le député de Yorkton—Melville (M. Nystrom) qui l'a affirmé ce jour-là. Notre critique financier, M. Bob Rae, l'a répété et il a déclaré que nous devons aider les petites sociétés pétrolières canadiennes. Nous avons critiqué le projet de loi quand il a été soumis à la Chambre. Nous avons dit que la taxe sur les revenus pétroliers et gaziers ferait du tort à l'ouest du Canada et il en a fait, mais la récession mondiale survenue en même temps lui a nuit aussi.

C'est sur ce point que les députés conservateurs sont les plus vulnérables. J'espère qu'ils n'auront pas la bêtise de dire que le Nouveau parti démocratique appuie le Programme énergétique national. Ils devraient examiner les votes et les faits. Nous ne sommes pas d'accord avec les conservateurs. C'est évident. Au moins, les conservateurs ne sont pas comme les libéraux. Nous connaissons leur position et, en toute honnêteté, nous la désapprouvons. Nous sommes d'accord sur l'objectif de canadienisation, mais les conservateurs croient qu'il est préférable d'atteindre cet objectif grâce à l'entreprise privée. A notre avis, il vaut mieux compter à la fois sur les secteurs public et privé et utiliser Petro-Canada comme un instrument de la politique gouvernementale.

Nous croyons à la canadienisation. Avec 7 milliards de dollars, nous aurions pu canadieniser l'industrie bien plus rapidement. De fait, nous aurions pu acheter certaines sociétés pétrolières. Nous ne croyons cependant pas en une industrie pétrolière entièrement nationalisée, mais plutôt en une industrie mixte. Nous croyons qu'il faut essayer de permettre aux provinces de l'Ouest de développer leur industrie pétrolière dans la mesure du possible, mais que nous avons aussi besoin d'une politique énergétique à l'échelle nationale. Il me semble que les conservateurs s'illusionnent s'ils croient que le prix mondial du pétrole est fixé librement et qu'il existe un marché libre pour le pétrole.

L'autre jour au comité, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Masse) a parlé du prix mondial du pétrole fixé par le libre marché. En réalité, il n'y a plus un seul analyste du domaine énergétique qui croie que ce marché n'est pas contrôlé. Il est régi soit par un cartel comme l'OPEP, qui a fait monter le prix du pétrole en flèche deux fois dans l'espace

de 15 ans, soit par les sociétés pétrolières multinationales qui contrôlaient auparavant les prix grâce à leurs méthodes oligopolistiques, à leur façon d'agir anticoncurrentielle et à leur contrôle de la production, soit par l'État. D'une certaine façon, il était inévitable que le Programme énergétique national mise sur l'intervention de l'État pour essayer de contrôler le pétrole, qui est l'une des plus importantes ressources du Canada.

Selon moi, s'ils restent au pouvoir assez longtemps, les conservateurs auront eux aussi leur programme énergétique. Le gouvernement ne peut pas confier tout le secteur énergétique à un supposé marché mondial. Selon moi, n'importe quel analyste sérieux dirait aux députés conservateurs qu'il n'existe pas vraiment de marché mondial libre pour le pétrole. Le libre marché n'a rien à voir dans ce débat.

Je voudrais dire quelques mots au sujet de la déréglementation du gaz naturel. La déréglementation avait été annoncée pour le 1<sup>er</sup> novembre dans le cadre de l'accord énergétique signé par la ministre fédérale de l'Énergie et les ministres des provinces productrices, c'est-à-dire la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Si je ne m'abuse, cet accord a été signé en juillet 1985. Il y a eu des problèmes avec la déréglementation du gaz. Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a fait la semaine dernière une déclaration qui consiste à mon avis à sauter pour mieux reculer. Je ne sais pas à qui j'emprunte cette expression, mais je l'ai déjà entendue à la Chambre. Je crois qu'elle diffère légèrement de l'original.

• (1700)

**Une voix:** C'est peut-être M. Crosbie le coupable.

**M. Waddell:** C'est peut-être bien l'auteur que j'aperçois là-bas. J'enfile mes mukluks et je vais lui demander.

**M. Crosbie:** Bouffez-les donc, vos mukluks.

**Une voix:** C'était le NPD.

**M. Crosbie:** Cette bande de manches incapables de viser droit m'a tiré dans les pattes.

**M. Waddell:** «Cette bande de manches incapables de viser droit», qu'il dit. Mais son gouvernement conservateur, on l'a descendu vite fait.

Le problème, monsieur le Président, c'est que cette déréglementation est censée apporter du gaz bon marché aux consommateurs de l'est du Canada. En fait, ils vont avoir du gaz un peu moins cher, mais leur facture ne va certainement pas baisser de 20 \$ comme l'a laissé entendre la Presse Canadienne à Calgary. Le prix va légèrement baisser, mais à long terme, les consommateurs vont payer plus cher, parce que le ministre a annoncé cette semaine qu'il allait éliminer le critère de réserve de gaz. Nous avions une réserve de gaz de 25 ans qui est tombée à 15 ans. L'Office national de l'énergie a étudié la question et a constaté que c'était 15 ans. Et soudain, ô surprise, voilà que le ministre veut se débarrasser de cet excédent. Autrement dit, nous allons nous mettre à exporter frénétiquement notre gaz vers le marché américain à un prix ridicule. L'industrie va vouloir le faire parce qu'elle a terriblement besoin d'argent. Nous allons donc vendre à bon marché le gaz dont la découverte nous coûte 1 \$ les milles pieds cubes. Quand nous aurons épuisé tout ce gaz bon marché en Alberta, nous devons aller en chercher plus loin, à des endroits d'où il sera plus difficile à extraire. Cela coûtera cinq fois plus et le consommateur devra